

Chaque jour, des milliers de suppressions d'emplois. Il faut les bloquer !

Pas un jour ne passe sans l'annonce de nouveaux plans de licenciements : Renault, Air France, Airbus, Nokia...

L'Unédic, la caisse qui gère les fonds de l'assurance chômage, prévoit la suppression de 900 000 emplois fin 2020, ce qui entraînerait l'indemnisation de 630 000 chômeurs supplémentaires par rapport à l'année dernière.

Que faire face à une telle catastrophe annoncée ?

Organiser la mobilisation pour le maintien de tous les emplois, comme l'ont décidé les travailleurs de Renault-Flins avec leurs organisations syndicales.

Imposer que les centaines de milliards d'euros (dont 343 votés par tous les députés à l'Assemblée nationale le 19 mars dernier) ne soient pas utilisés pour financer les licenciements – comme c'est le cas actuellement grâce aux prêts des banques aux entreprises garantis par l'État (Renault, Air France, Daher, etc.) –, mais qu'ils soient réquisitionnés et utilisés pour les services publics, l'école, les hôpitaux et pour préserver tous les emplois.

C'est le sens de la campagne engagée par le POID pour l'unité pour l'interdiction des licenciements, campagne à laquelle s'associent chaque semaine des travailleurs, des militants et des sections locales de diverses organisations du mouvement ouvrier.

Le 23 juin, 6 742 signatures
ont été recueillies sur l'appel pour l'unité
pour l'interdiction des licenciements.
Signez et faites signer l'appel.

Rien ne doit s'opposer à la réalisation de l'unité de toutes les organisations et à la multiplication des prises de position communes pour l'interdiction des licenciements et le maintien de tous les emplois.

Si vous voulez en savoir plus, lisez toutes les informations concernant le combat contre les plans de licenciements dans *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

**Interdiction des licenciements et des suppressions d'emploi !
Maintien de tous les emplois et de tous les postes !
Pas un chômeur, pas une chômeuse de plus !**

Dans ce contexte de crise, les plans de licenciements, de restructuration et de suppressions de postes se multiplient dans notre département.

A MCA (Renault, Maubeuge), si la mobilisation a permis de repousser l'échéance à 2023, la délocalisation des activités productives vers Douai aboutirait à des milliers de suppressions d'emploi directs et dans la sous-traitance. A Roubaix, le dépôt de bilan de Camaïeu menace 600 emplois sur place... Et nous ne parlons pas des milliers de licenciements dans les PME.

Ces plans s'abattent sur un département déjà dévasté par le chômage, les petits boulots précaires et la misère.

Aujourd'hui, le gouvernement Macron annonce encore des faillites et des plans de licenciements, qu'il favorise en distribuant, sans le moindre engagement social ou écologique, l'aide publique, aux grandes entreprises qui ensuite licencient et se débarrassent de leurs activités « non rentables ».

Pourtant, à l'autre pôle de la société, jamais les actionnaires n'ont engrangé autant de dividendes, les grandes entreprises n'ont jamais autant bénéficié d'exonérations fiscales et sociales. Ce n'est plus possible !

Les organisations soussignées affirment : ce cours n'a rien d'inéluctable !


Il est grand temps que l'unité la plus large se réalise autour d'une mesure capable aujourd'hui d'empêcher cette hémorragie d'emplois : **Interdiction des licenciements !**


Accompagnée d'autres mesures, comme la réduction du temps de travail, elle permettra de d'assurer un retour à l'emploi massif, mais également d'endiguer la précarisation et libéralisation du monde du travail.

Les organisations soussignées envisageront toute initiative pouvant faire avancer la cause de l'unité pour l'interdiction des licenciements.

Lille, le 12 juin 2020

Sont signataires de cette déclaration commune



Et les députés Ugo BERNALICIS et Adrien QUATENENS de 

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.